

EU Non-Proliferation and Disarmament Consortium

*Promoting the European network of independent
non-proliferation and disarmament think tanks*

Quatorzième Conférence de l'Union européenne
sur la non-prolifération et le désarmement,
du 10 au 11 novembre 2025
Rapport abrégé de la conférence
par
Ludovica Castelli¹

La quatorzième édition de la Conférence annuelle de l'UE sur la non-prolifération et le désarmement s'est tenue à Bruxelles les 10 et 11 novembre 2025. Organisée par l'Istituto Affari Internazionali (IAI) pour le compte du [Réseau européen de groupes de réflexion indépendants sur la non-prolifération et le désarmement](#), cette conférence a réuni des experts en non-prolifération, en désarmement, en contrôle des armements et en armes conventionnelles issus d'institutions publiques, de gouvernements, d'organisations internationales, de groupes de réflexion indépendants et de la société civile. Au total, 240 experts issus de 55 pays – États membres de l'UE, pays associés et pays tiers – y ont participé en personne.

La Conférence de l'UE sur la non-prolifération et le désarmement est l'un des événements phares du Réseau européen de groupes de réflexion indépendants sur la non-prolifération et le désarmement. Ce réseau a été créé en juillet 2010 par le Conseil de l'Union européenne afin de soutenir la mise en œuvre de la [stratégie de l'UE contre la prolifération des armes de destruction massive](#). Le réseau, qui contribue également à la mise en œuvre de la [stratégie de l'UE contre les armes à feu et armes légères et de petit calibre illicites et leurs munitions](#), rassemble plus de 120 institutions de recherche et est coordonné par un consortium de six instituts : La Fondation pour la recherche stratégique (FRS), l'International Institute for Strategic Studies (IISS), l'Istituto Affari Internazionali (IAI), le Peace Research Institute Frankfurt (HSFK - PRIF), le Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI) et le Vienna Center for Disarmament and Non-Proliferation (VCDNP).

Depuis 2012, la Conférence annuelle s'est imposée comme l'un des principaux forums mondiaux sur la non-prolifération et le désarmement. Elle a contribué à faire progresser le débat stratégique sur les mesures à prendre pour lutter contre la prolifération des armes de destruction massive (ADM) et de leurs vecteurs, ainsi qu'à relever les défis liés aux armes conventionnelles, notamment leur trafic illicite et l'accumulation excessive d'armes légères et de petit calibre (ALPC) et de leurs munitions.

¹ Ludovica Castelli est cheffe de projet dans le cadre de l'EUNPDC et chercheuse au sein du programme « Multilatéralisme et gouvernance mondiale » de l'Istituto Affari Internazionali (IAI).

L'édition 2025 a abordé un large éventail de questions d'intérêt direct pour l'Union européenne, en particulier pour le [Service européen pour l'action extérieure \(SEAE\)](#), ainsi que plusieurs défis urgents en matière de contrôle des armements, de non-prolifération et de désarmement.

Comme lors des éditions précédentes, la Conférence annuelle de 2025 a proposé un [programme](#) riche et interdisciplinaire articulé autour de cinq séances plénières, six séances parallèles et deux conférences d'ouverture. L'ensemble de ces séances a permis de dresser un bilan complet de l'état actuel du contrôle des armements, de la non-prolifération et du désarmement à l'échelle mondiale, tout en explorant les perspectives d'une future coopération européenne et internationale.

Les cinq séances plénières ont abordé les principaux défis stratégiques et politiques qui façonnent actuellement l'environnement de la sécurité internationale. Le panel d'experts sur le [contrôle des armements nucléaires](#) s'est focalisé sur l'érosion des cadres bilatéraux et multilatéraux existants, sur les implications de la reprise de la course aux armements entre États dotés de l'arme nucléaire, ainsi que sur les perspectives de rétablissement du dialogue dans un climat d'incompréhension et de profonde méfiance. Une deuxième séance plénière a examiné le [contrôle des armements conventionnels](#) et les possibilités d'une coopération renforcée. Les intervenants du panel d'experts ont souligné les opportunités croissantes de coopération en matière de contrôle des armements conventionnels, tout en reconnaissant la persistance d'obstacles pratiques et politiques. Une troisième séance plénière a examiné la [sécurité européenne](#) dans le contexte de l'invasion prolongée de l'Ukraine par la Russie. Les intervenants ont discuté des profondes implications de cette guerre pour la dissuasion nucléaire, le contrôle des armements et les normes de non-prolifération, et plus particulièrement de l'aggravation des risques pour la sûreté et la sécurité nucléaires. La séance plénière consacrée à l'[avenir de la non-prolifération et du désarmement](#) a quant à elle donné lieu à un dialogue intergénérationnel entre deux jeunes experts et deux experts confirmés. Cet échange a permis d'offrir des perspectives complémentaires sur l'évolution des défis auxquels le programme de non-prolifération et de désarmement se trouve actuellement confronté, en soulignant à la fois la continuité et le changement des approches analytiques, des priorités politiques et des attentes relatives aux futurs cadres de gouvernance. La séance plénière finale était axée sur les [stratégies diplomatiques en vue de la Conférence d'examen du TNP de 2026](#). Les discussions se sont focalisées sur les perspectives de rétablissement de la confiance au sein de la communauté du TNP, sur la gestion des attentes dans un contexte fortement polarisé et sur les moyens de prévenir une nouvelle érosion de la crédibilité du Traité.

En complément des débats organisés en séance plénière, les six séances parallèles ont donné lieu à des échanges plus approfondis et ciblés sur des thématiques ou des régions spécifiques. Les panels d'experts consacrés au [paysage stratégique de l'Asie de l'Est](#) ont permis d'analyser l'évolution de la dynamique sécuritaire, et notamment la modernisation militaire de la Chine, le développement des capacités nucléaires et balistiques de la Corée du Nord et la transformation des alliances dans cette région du monde. La séance dédiée à la [sécurité spatiale](#) a examiné la congestion, la contestation et la militarisation croissantes de l'espace, ainsi que les difficultés liées à l'élaboration de normes et de règles en matière de comportement responsable. Un panel d'experts consacré à [la gestion des conflits et à la diplomatie régionale au Moyen-Orient](#) a abordé la persistance des risques de prolifération, les rivalités régionales et les perspectives d'initiatives de renforcement de la confiance dans un contexte marqué par des crises prolongées et la fragilité des dispositifs de sécurité. La séance portant sur la [Convention sur les armes biologiques](#) a dressé un bilan du régime à l'occasion de son 50^e anniversaire, en soulignant notamment les lacunes persistantes en matière de vérification, les risques biologiques

émergents ainsi que la nécessité de renforcer les capacités institutionnelles et la coopération internationale. Le panel d'experts sur les [relations entre l'Inde et le Pakistan](#) s'est concentré sur les perspectives de stabilité stratégique et de coopération en Asie du Sud, avec un examen des doctrines nucléaires, des mécanismes de gestion des crises et des risques d'escalade dans un contexte de tensions politiques et militaires récurrentes. Enfin, la séance sur les [technologies émergentes et l'avenir du contrôle des armements](#) a exploré la manière dont les progrès de l'intelligence artificielle, des cybercapacités et des systèmes autonomes redéfinissent la dissuasion, la guerre et le sens même du contrôle des armements, soulevant ainsi des questions urgentes en matière de réglementation, de responsabilité et de gouvernance.

Lors de la conférence, l'accent a été mis sur des questions d'actualité immédiate et d'importance stratégique majeure. Une [séance spéciale consacrée à la sécurité nucléaire](#) a notamment accueilli le Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), Rafael Mariano Grossi. Les discussions ont porté sur les défis liés à la protection des infrastructures critiques dans un contexte de fragilité en matière de réglementation et de sécurité.

Le programme comprenait également d'importantes considérations d'ordre historique, telles que le 50e anniversaire de la Convention sur les armes biologiques et le 80e anniversaire des bombardements d'Hiroshima et de Nagasaki, évoqués par le [Secrétaire général adjoint des Nations Unies, Izumi Nakamitsu](#). Ces réflexions ont appelé à renouveler l'engagement collectif en faveur du principe de responsabilité partagée, réaffirmant ainsi le lien indissociable entre mémoire historique, éthique de la sécurité et prévention des conflits.

Dans ses [remarques finales](#), Sibylle Bauer, présidente du Consortium de l'UE pour la non-prolifération et le désarmement, a salué le caractère constructif et substantiel des discussions, malgré un contexte général de polarisation mondiale. Elle a noté que le langage de la sécurité internationale connaît actuellement une profonde transformation, tant dans son vocabulaire que dans les catégories d'interprétation qui sous-tendent la réflexion stratégique. Des termes tels que guerre, dissuasion, réarmement, méfiance et incertitude dominant de plus en plus le discours public et diplomatique, tandis que des concepts comme multilatéralisme, confiance, désarmement et paix semblent subir une marginalisation progressive. Cette évolution reflète, selon elle, une transformation paradigmatique plus profonde, marquée par la normalisation de la confrontation et de la coercition, au détriment de la coopération multilatérale et de la construction partagée de la sécurité.

L'[atelier Next Generation](#), qui représente une composante essentielle et de longue date des activités de l'EUNPDC, a constitué l'un des éléments les plus marquants de l'édition 2025. Organisé en parallèle de la Conférence annuelle, cet [atelier](#) réunissait huit jeunes chercheurs du monde entier qui ont présenté des projets de recherche originaux abordant les principaux défis contemporains en matière de non-prolifération, de contrôle des armements et de désarmement. Ce format interactif a permis aux participants de recevoir des retours d'information structurés de la part de chercheurs confirmés, de fonctionnaires de l'UE et de praticiens des politiques publiques, favorisant ainsi le dialogue et l'apprentissage mutuel entre la recherche universitaire et l'élaboration des politiques.

Une fois de plus, la Conférence annuelle de l'UE sur la non-prolifération et le désarmement a confirmé son rôle de forum central pour le débat international sur l'avenir du contrôle des armements, de la non-prolifération et du désarmement. Elle a réaffirmé l'engagement ferme de l'UE en faveur d'un ordre international fondé sur des règles et a contribué à mieux faire connaître les politiques de l'UE en matière de non-prolifération et de désarmement aux responsables politiques, aux

universitaires, ainsi qu'aux acteurs de la société civile des pays tiers. Elle a également permis d'explorer de nouvelles approches en matière de renforcement des capacités dans des régions du monde disposant d'une expertise limitée en matière de lutte contre les menaces posées par les armes légères et de petit calibre, les armes de destruction massive et leurs vecteurs. Enfin, la conférence a constitué une tribune importante pour mettre en lumière le rôle des groupes de réflexion européens spécialisés dans la non-prolifération et le désarmement, ainsi que les efforts déployés par le Consortium de l'UE afin de promouvoir la coordination, l'excellence analytique et la recherche appliquée aux politiques publiques.

Pour obtenir de plus amples informations et pour regarder les vidéos de la conférence, veuillez consulter le site Internet du consortium : www.nonproliferation.eu



Funded by
the European Union